connexions



№ ①①
octobre 2026

Sans contraste, pas de différenciation. Sans différenciation et sans lutte, pas de développement.

Mao Zedong

p.2 : 17 octobre 2026 : les jeunes prolétaires récupèrent les marchandises, recomposant le prolétariat

p.5 : Cortège réformiste, démarche autonome :
"un devient deux" le 17 octobre 2026

p.11 : 7 octobre 2026 et recomposition de classe

p.17 : La France Insoumise, bastion du réformisme et de la récupération contre l'autonomie populaire, à l'exemple de Lola-Fleur Whittaker

17 octobre 2026 : les jeunes prolétaires récupèrent les marchandises, recomposant le prolétariat

Les prolétaires produisent, mais au sein du mode de production capitaliste, ils forment une classe exploitée et opprimée. Le sentiment de dépossession est, pour cette raison, omniprésent.

Ce qui est produit échappe au producteur, le sens même de son activité échappe à celui-ci. Cela produit une souffrance inouïe et, qui plus est, difficile et invisible. Karl Marx, dans *Le capital,* souligne ce processus de déshumanisation, de mutilation de l'être humain.

Le communisme représente, inversement, le retour du prolétaire, du producteur à l'humanité, parce que l'humanité revient à elle-même, en retournant à la Nature, après son parcours de socialisation depuis la sortie de celle-ci.

Le capitalisme n'est, en ce sens, qu'un long détour aux côtés du féodalisme, de l'esclavagisme ; l'humanité sort de la Nature pour y retourner, en ayant acquis une qualité supérieure.

Pour cette raison, le 17 octobre 2026 représente une date historique sur le plan de la lutte des classes dans notre pays. Le contenu réel des « pillages » dépasse les protagonistes, les marchandises, les commerces, le capitalisme, la société française, et en même temps ne les dépasse pas.

Ce qui s'est exprimé, c'est à la fois un besoin réel, immédiat, propre à une époque donnée en un lieu donné, et un besoin général de l'humanité : la société d'abondance, la société régie par le principe « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », le Communisme.

Rappelons les faits. Dans le prolongement du mouvement lycéen commencé quelques semaines auparavant, et marqué par des blocages, par du « désordre public » et par des affrontements avec la police, une grande manifestation a été appelée pour ce jour-là.

Les organisateurs étaient ce qu'ils sont d'habitude : les syndicats, des associations, des partis politiques, avec l'appui de « gilets jaunes ». Cependant, dans tout le pays, « un est devenu deux ». La dialectique a opéré. Les manifestations ont connu deux aspects, à la fois liés et opposés.

D'un côté, les manifestants ont manifesté, de manière traditionnelle à l'esprit français depuis cinquante ans. Il y avait des banderoles et des pancartes, des slogans et des mots d'ordre ; il s'agit là du folklore habituel, sans âme ni esprit, sans radicalité ni ambition.

De l'autre, et c'est vrai dans tout le pays, de jeunes prolétaires sont venus en force pour pratiquer le pillage, parallèlement à une série d'affrontements ouverts et recherchés avec les forces de l'ordre.

Le choc a été révolutionnaire à l'échelle nationale : Paris, Marseille, Saint-Étienne, Grenoble, Lille, Nice, Bordeaux, Caen, Pau, Rennes, etc. Et il y avait une grande résolution dans l'action : 3 000 commerces ont été pillés ou au moins vandalisés.

Publié quelques jours avant le 17 octobre 2026, le numéro 10 de *Connexions* soulignait l'importance de l'autonomie populaire comme principe révolutionnaire. Les événements qui se sont déroulés confirment cette lecture des choses : le 17 octobre 2026, une partie du peuple a débordé les institutions y compris syndicales, elle a agi selon ses propres intérêts.

Elle a pratiqué l'autonomie et, de par la nature des choses, elle a pillé. Les jeunes récupèrent les marchandises, qui sont *leur*s marchandises car ils sont prolétaires, et en ce sens *les prolétaires se font prolétariat*.

Cela fait partie du processus de **recomposition de classe**, qui continuera jusqu'à la guerre populaire, la révolution, le Communisme.

Néanmoins, il faut affiner les choses et bien caractériser les protagonistes. Ce qui les définit, c'est d'appartenir à la jeunesse, c'est-à-dire de représenter le monde nouveau dans la société ancienne. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'âge, mais surtout de la position dans le rapport social qui va avec.

Les jeunes vivent la situation générale dans leur entière brutalité, et en quoi consiste cette situation générale ? En le 24h sur 24 du capitalisme, en la société capitaliste de consommation dans laquelle ils sont nés.

Cependant, le triomphe absolu du capitalisme implique sa défaite. La pandémie de 2020 a montré comment il dégrade la situation au point qu'il perturbe le rapport au vivant, avec en toile de fond le rapport assassin aux animaux. Il faut toujours rappeler que la pandémie est née sur ce terrain où l'humanité a un comportement fondamentalement hostile à la Nature.

Et donc, dans ce contexte marqué par la seconde crise générale du capitalisme, commencée en 2020, les jeunes salariés, apprentis, étudiants et lycéens peuvent être en position de lucidité, parce qu'ils commencent dans la vie dans un rapport dégradé au travail, au logement, avec un avenir structuré par la précarité.

Il faut souligner ce point, et ne pas transformer la jeunesse en mythe. Ce n'est pas l'âge qui donne en soi la lucidité, c'est la position sociale. Et encore, la lucidité ne s'en déduit pas mécaniquement. La précarité ne produit pas, en effet, automatiquement une conscience politique : elle peut aussi produire de la résignation, de l'individualisme, de la fuite.

Pour que la jeunesse prenne une position de rupture, il faut toute une expérience, tout un pan de connaissances, tout un niveau idéologique.

Et, pour que cela puisse être, pour que la jeunesse puisse être lucide, elle doit relier sa propre existence à celle du prolétariat. C'est pourquoi la « jeunesse » n'est pas une classe, mais une position temporaire dans un rapport social, une position dont la fonction historique est de porter des pratiques nouvelles.

C'est aussi la raison pour laquelle il ne peut pas y avoir de jeunesse révolutionnaire, de jeunesse communiste, sans le Parti ; la jeunesse est sincère, honnête, non corrompue et elle veut bien faire, cependant elle n'a pas eu le temps de faire toute une synthèse historique que justement le Parti, lui, est en mesure de faire.

On a ainsi pu remarquer la chose suivante le 17 octobre 2026. La mobilisation populaire visant les commerces ou en général s'est appuyée sur une *dimension festive et collective.* Une multitude de vidéos sur les réseaux sociaux en témoignent, représentant des anecdotes savoureuses et plaisantes, amusantes ou délirantes, et devenant un patrimoine historique du peuple.

Cela forme un souvenir inoubliable ! Personne ne peut plus oublier cette date. Le 17 octobre 2026 a été, avant tout, une formidable émotion.

Il est donc absolument faux de parler d'une défaillance du dispositif policier ou de la présence généralisée d'une ultra-gauche. Même si on admettait la possibilité éventuelle de ces deux phénomènes, on n'aboutirait pas à une dimension nationale et historique.

Ce sont les masses qui font l'Histoire, elles seules sont les créatrices. L'ultra-gauche n'est pas en mesure de les mobiliser, de les diriger ; il serait également absurde de penser qu'il y aurait des hordes de pillards à l'affût d'une éventuelle faiblesse policière, se mobilisant en l'espace d'une demi-heure pour rejoindre les cortèges.

Il faut le dire, c'était une réappropriation populaire.

C’est le **besoin de Communisme** qui s’est exprimé à travers une récupération des richesses.

Et le rôle du Parti de la révolution, c’est justement aussi de préserver le patrimoine révolutionnaire, de synthétiser les expériences des masses.

Il y a lieu, pour cette raison, de comprendre que toute avancée présuppose aussi un recul. Le choc du 17 octobre 2026 a permis de vérifier scientifiquement ce qu’on entrevoyait déjà et ce que le mouvement lycéen avait déjà largement montré.

Le conformisme des générations nées avant 2000, voire un peu après, est particulièrement marquant. Il y a un refus général de leur part d’aller à l’affrontement et, surtout d’assumer les contradictions.

On peut et on doit même dire que, pour elles, tout ce qui apparaît comme un trouble à la vie quotidienne du capitalisme est considéré comme dangereux, comme néfaste. Elles éprouvent un attrait essentiel pour la propriété, elles ont goût aux crédits, elles ne voient rien de mal aux valeurs dominantes.

Cela ne veut pas dire que ces générations ne peuvent pas être critiques du capitalisme, qu’elles portent un œil forcément mauvais par exemple sur les pillages du 17 octobre 2026. Toutefois, en soi, elles récusent la rupture.

C’est la raison pour laquelle elles sont dans l’incompréhension devant les événements. On a ici la source des interprétations fausses, sociologiques, réductrices, qui prétendent que les lycéens ont mené une révolte d’une telle ampleur afin d’avoir davantage de professeurs, que les commerces ont été pillés en raison de la pauvreté.

Au mieux, les générations nées avant 2000 diront que les jeunes ont raison, mais qu’il ne faut pas du tout faire comme ça, que ce goût de « l’émeute est nihiliste ou d’un bas niveau de conscience, etc.

Les générations nées avant 2000 ne peuvent que passer totalement à côté de la dimension existentielle du 17 octobre 2026, ainsi que du mouvement lycéen.

Il faut le dire sans ambiguïté aucune : les générations nées avant 2000 sont prisonnières de la proposition civilisationnelle du capitalisme de la période 1989-2020. Elles ont cru au visage humain du capitalisme, elles se sont personnellement engagées dans le capitalisme en tant que mode de production, c’est-à-dire en tant que mode de production de la vie réelle, de reproduction de la vie réelle.

Quand on a fait toute sa vie, ou une large partie d’elle, en acceptant l’ordre dominant, même peut-être avec des « critiques », on se retrouve au dépourvu lorsque cet ordre dominant s’avère ouvertement dépassé.

De là la rupture de la rentrée 2026 : il fallait *une génération née dans le 24 heures sur 24 du capitalisme* pour être capable de dire non – et dire non est le premier pas dialectique pour dire oui (à la révolution).

C’est un paradoxe historique, parce qu’on pourrait penser que les jeunes nés dans un tel capitalisme sont totalement aliénés. Cependant, sur le plan existentiel, cela fait sens. Il fallait des jeunes dans une époque individualiste totalement sans esprit pour oser chercher de l’esprit dans la révolte collective.

Ce n’est pas nouveau historiquement. Une classe opprimée se révolte toujours en considérant que sa révolte a en soi du sens ; ce n’est qu’après qu’elle prend conscience des enjeux, de l’ampleur de la question.

Est-ce que cela veut dire que nous vivons une nouvelle époque historique, avec un « nouveau » prolétariat ? Effectivement, et c’est pour cela que nous assumons le nom de *Parti Matérialiste Dialectique.* Nous ne sommes plus au 20e siècle. Et 1985 est aussi loin pour nous, voire plus loin désormais, que 1985 ne l’était de 1945. ■

Cortège réformiste, démarche autonome : "un devient deux" le 17 octobre 2026

Ce qui s'est passé le 17 octobre 2026 est d'une nature nouvelle. Il y a toujours eu dans notre pays des manifestations émaillées d'incidents ou marquées par des débordements, parfois importants. Une seule fois aussi, le 23 mars 1979, il y a eu une convergence générale vers les affrontements généralisés, lorsque les sidérurgistes lorrains ont manifesté à Paris et se sont unis aux autonomes.

Mais une manifestation qui se divise en deux, de manière naturelle, qui plus est dans de nombreuses villes en même temps, c'est du jamais vu. C'est une vraie cassure, une vraie séparation. Et c'est une séparation pour la séparation, car les jeunes prolétaires partant à l'affrontement et au pillage posaient bien leur séparation d'avec l'ordre dominant et sa logique.

Ce n'est donc pas seulement la bourgeoisie qui a été surprise, mais également les « organisateurs ». De leur point de vue, la mobilisation devait rassembler de manière revendicative des participants venus d'expériences différentes : lycéens confrontés au manque de moyens, étudiants, salariés, militants syndicaux et quelques héritiers (si on peut le dire ainsi) des gilets jaunes.

L'appel, diffusé sur les réseaux sociaux puis relayé notamment par des syndicats lycéens, a reçu le soutien de la CGT, de Solidaires et de la Confédération paysanne. Ces organisations ont joué autant qu'elles ont pu leur rôle fonctionnel d'étouffer l'esprit de révolte en proposant des revendications communes.

C'est leur attitude traditionnelle, depuis des décennies, visant à étouffer tendanciellement l'autonomie populaire et son caractère disruptif. Leur but, c'est de revenir aux institutions, toujours.

Les événements ont amené l'échec de leur démarche. À Paris, dès la mi-journée, la violence populaire a éclaté : place de la République, des échanges de projectiles et l'usage de gaz lacrymogènes ont précédé le départ prévu du défilé, des contrôles policiers limitaient les déplacements dans certains secteurs.

Plus tard, tandis que les cortèges officiels tenus par les organisations fonctionnellement pour les institutions avançaient dans le calme, des groupes se rassemblaient en plusieurs points de la rive droite : certains ont été empêchés de rejoindre République, d'autres ne souhaitaient de toute façon pas suivre les défilés déclarés.

On a ainsi eu une manifestation traditionnelle, rassemblement collectif inscrit dans un parcours, dans l'orbite des institutions et des revendications syndicales, sociales, éventuellement politiques.

De l'autre, l'occupation de la rue a débordé ce parcours et s'est directement confrontée au dispositif policier. Les jeunes prolétaires, dans la joie et un esprit assumé de mise en désordre, ont repris la ville.

La séparation a pris ainsi une forme spatiale avant même de recevoir une signification politique.

On a ainsi eu, dans tout le pays, la coexistence de la marche revendicative et du blocage tenant de l'affrontement. Et par l'ampleur de l'affrontement, *deux mondes se sont dessinés.*

Car il n'y a pas eu que 3 000 commerces pillés ou vandalisés. À Marseille, des participants ont forcé la porte de la mairie, pénétrant dans son hall. À Toulouse, des trains ont été bloqués. À Lyon, l'office de tourisme de la place Bellecour a été incendié. À Bordeaux, la résidence officielle de la préfète de Gironde a été saccagée.

L'ambiance générale était à la rébellion généralisée.

Le 17 octobre 2026, il y a donc eu une séparation dialectique très nette et c'est conforme à la logique de l'Histoire. Tout progrès dans la lutte des classes donne naissance à l'expression de deux « lignes » conjuguées, mais implacablement antagonistes.

L'une, que nous appelons la « ligne rouge », s'élance vers la transformation nécessaire et implacable, l'autre, la « ligne noire », tente d'entraver, de détourner, de ralentir voire de stopper le mouvement.

Il faut toujours être capable de suivre cet affrontement de lignes, pour arborer, défendre et appliquer, principalement appliquer la ligne rouge.

Une unité initiale produite par les contradictions matérielles de la lutte des classes

Regardons le processus menant au 17 octobre 2026. L'unité initiale du mouvement commence bien sûr avant la manifestation. Elle se forme dans les difficultés à payer un logement, à se déplacer, à se soigner ou à accéder à une formation, dans la lessiveuse métropolitaine du 24h sur 24 du capitalisme.

C'est la combinaison de contradictions inévitablement produite dans l'ordre social du capitalisme, explosive dans les grandes villes marquées par la présence d'une bourgeoisie aisée et arrogante, anesthésiée dans les périphéries, où ces contradictions se noient plus souvent dans l'isolement social plus marqué, dans l'alcool et les paradis artificiels, dans les dettes et une précarité invisibilisée ou dans les violences familiales.

Ces contradictions différentes se cristallisent tendanciellement, car elles sont les multiples reflets d'un même vecteur historique, le capitalisme, et elles donnent alors naissance à une polarisation éruptive. Ainsi se forme un mouvement social de rupture, une explosion sociale.

La révolte ne naît donc pas d'abord de la diffusion d'une doctrine ou de revendications d'organisations syndicales, associatives ou de partis politiques ; elle exprime des rapports sociaux vécus, et les plus puissants d'entre eux forment le torrent formidable de la lutte des classes.

La révolte connaît alors deux directions possibles. Elle peut se couler dans des revendications pratiques et institutionnelles et échapper à la répression, vouloir d'un 24h sur 24 du capitalisme immobile avec des carburants et des biens de consommation pas chers. C'est la lutte pour sa place. Ou bien viser une autre vision du monde, se réapproprier les marchandises, la ville, la vie. C'est la lutte des classes.

Le 17 octobre 2026, les deux directions ont coexisté, dans l'unité et la séparation.

La nature de la ligne noire

La ligne noire négocie une correction de la répartition ; c'est le réformisme, même maximaliste ou prétendant proposer des revendications transitoires à la révolution.

Le réformisme essaie de traduire, en son langage, les difficultés sociales en objectifs négociables ; il construit des revendications communes et cherche à obtenir des décisions publiques ou patronales. Lorsque Sophie Binet, dirigeante de la CGT, propose de financer les besoins en prélevant davantage sur les grandes fortunes, les rentes et les grandes entreprises, elle énonce une perspective de redistribution, qui est une capitulation pure et simple. Rien ne change, mais on a changé quelque chose.

Cette perspective donne à la colère une traduction institutionnelle : elle désigne des interlocuteurs, des instruments et des résultats mesurables. La manifestation devient dans ce cadre un moyen de peser sur une décision, en restant dans le cadre de l'ordre social.

Cette médiation possède des conditions matérielles. Des syndicats disposent de militants, de réseaux professionnels, de moyens d'information et d'une expérience de la négociation. Ils peuvent rendre possible une action que des individus isolés ne soutiendraient pas.

Et même si une majorité de gens mobilisés s'y opposent, leur voix est étouffée par celle des organisations intégrées à l'ordre social.

Simultanément, le rôle d'interlocuteur reconnu oriente vers des demandes et des engagements « réalistes ». La tension entre mobilisation et stabilisation s'inscrit donc dans une fonction sociale.

Insensiblement, les revendications sapent les fondations de la révolte, car la révolte a une base objective, mais est assumée subjectivement. Les esprits sont troublés, perturbés, calmés. La bourgeoise a alors gagné.

La nature de la ligne rouge

La révolte, historiquement et fondamentalement, c'est en fait l'expression de la nécessité d'assumer un nouvel ordre. L'ordre ancien, sous ce rapport, ne peut tenir ; il est condamné à la barbarie. Mao Zedong disait qu'on ne peut juger la violence d'un torrent qu'à la violence des rives qui l'enserrent. Si la révolte produit de la violence, cette violence est celle de l'émancipation, c'est l'acte primitif de la naissance d'un nouvel ordre en rompant avec l'ancien.

La violence de la révolte doit donc être célébrée lorsqu'elle est de nature authentiquement populaire. Elle est nécessaire et c'est la poésie de l'Histoire. C'est précisément de sa dignité que l'ordre nouveau naîtra.

« Le marxisme renferme des vérités innombrables, mais elles se résument toutes en une phrase : *On a raison de se révolter.* Depuis des milliers d'années, on nous disait qu'il était juste d'opprimer et d'exploiter, et injuste de se révolter. Le marxisme a renversé ce vieux verdict. C'est une grande vérité. C'est de cette vérité que les prolétaires ont tiré leur résistance, leur lutte, et c'est le socialisme qu'ils ont bâti. » (Mao Zedong, 21 décembre 1939, à l'occasion du 60e anniversaire de Staline)

Du feu de la lutte des classes naît la ligne rouge qui cristallise l'ordre nouveau qui émerge de la révolte existentielle, et la nouvelle Humanité qui se produit.

L'unité des contraires du 17 octobre 2026

L'unité est donc concrète et contradictoire dans le mouvement de la révolte. Les participants s'unissent pour desserrer une contrainte commune, mais ils n'envisagent pas nécessairement le même horizon. Les uns attendent une concession, d'autres éprouvent la limite des médiations disponibles, alors que d'autres encore, entre les deux pôles, entre la ligne route et la ligne noire, découvrent leur capacité d'agir en se mobilisant.

Les positions ne restent pas extérieures les unes aux autres : les ressources des organisations réformistes rendent possible le rassemblement dont certaines pratiques dépasseront ensuite le cadre. Ce qui soutient l'unité contribue ainsi à produire les conditions de sa différenciation. C'est la polarisation.

L'expression « un devient deux » désigne précisément ce mouvement. C'est une unité historique, déjà traversée d'attentes opposées.

La séparation réalisée

La contradiction devient visible lorsqu'une situation réclame une décision. Suivre le trajet, chercher un autre lieu, se disperser ou prolonger le rassemblement : chaque conduite engage un rapport au temps et à l'espace de la mobilisation de masse.

Pour une stratégie de type syndicale en mode « pression sur le gouvernement », la journée vaut par le nombre, la visibilité et ses effets sur une négociation.

Pour une dynamique rebelle, c'est l'intervention directe qui prime ; sa valeur se mesure aussi à ce qu'elle permet de suspendre immédiatement : la circulation, l'activité commerçante ou une interdiction de passer.

C'est ce rapport qui fait apparaître les lignes, en sachant que les mêmes participants peuvent passer d'une attente à l'autre au fil de leur expérience.

La géographie parisienne du 17 octobre donne une forme sensible à cette différenciation. Les rassemblements dispersés de la rive droite ont notamment associé des personnes refoulées aux accès de République et des groupes qui choisissent de rester hors des cortèges officiels. L'unité initiale se recompose donc sous l'effet conjoint de choix conscients et de contraintes policières.

L'espace urbain se transforme alors en une médiation active de la révolte ; ses accès, ses places et ses passages modifient les possibilités de se réunir ou non, de tenir une position, voire d'organiser une Assemblée Générale - ce qui à ce stade n'a pas émergé. Les positions politiques prennent en fait corps dans des situations qui obligent les participants à redéfinir à chaque moment leur conduite.

Le maintien de l'ordre appartient d'ailleurs à cette relation. Dans son fonctionnement institutionnel, il délimite les usages permis de l'espace et intervient lorsque ces limites sont franchies. C'est une dimension visible et immédiate de l'État bourgeois, où les forces de « l'ordre » apparaissent d'abord pour assurer la continuité de l'ordre social en place, dont les conflits ne doivent pas interrompre durablement le fonctionnement.

Discipliner ou faire plier le mouvement est ici l'objectif de la relation, sa nature.

Le face-à-face avec la répression déplace alors l'expérience des manifestants. La culture capitularde syndicale s'effondre au premier jet de canette sur un flic, la concorde neutralisante exigée par la bourgeoisie démocratique vacille : des camps se marquent de manière élémentaire mais puissante.

C'est le vertige du geste qui reflète la conscience primitive d'une contradiction révoltante dont on sent alors toute la charge révolutionnaire. Mais c'est la grammaire de la révolte, pas encore le langage révolutionnaire de l'esprit prolétarien, de la pensée-guide orientant dans un pays donné l'exigence révolutionnaire.

Les tentatives de blocage à Toulouse rendent particulièrement lisible ce déplacement. La marche adresse seulement un message, là où le blocage cherche à peser sur un fonctionnement.

Du point de vue dialectique, cette différence exprime une transformation qualitative du moyen d'action : la présence collective devient une capacité d'interruption. Elle fait apparaître une question de pouvoir, puisque l'ordre des déplacements dépend, pour un temps, de l'action de ceux qui s'y opposent.

La portée de cette transformation tient à la relation entre les participants, les activités concernées, les objectifs qu'ils poursuivent, leur détermination à tenir leur position et à la faire avancer.

À Marseille, l'intrusion dans le hall de la mairie déplace également le rapport aux institutions représentatives de l'État bourgeois. Ici, franchir ce seuil rend manifeste la tension entre être représenté et intervenir soi-même dans un espace du pouvoir.

C’est une affirmation élémentaire, mais décisive de l’autonomie. C’est l’exploration par les masses de leur subjectivité révolutionnaire.

L’épisode expose une autre dimension de cette séparation : la « coexistence » de la revendication syndicale et de la destruction d’un équipement inscrit dans l’organisation ordinaire de la ville. La différence des actes compte pour l’ensemble ; elle montre qu’il y a plusieurs façons de rompre le cadre général et la routine, et appelle à préciser les rapports sociaux engagés par chacune.

On peut dès lors distinguer deux niveaux de contradiction interne aux cortèges. Le premier oppose les besoins sociaux aux rapports économiques qui en organisent la satisfaction. Le second concerne les orientations de la mobilisation : négocier dans le cadre existant ou développer une capacité d’intervention qui en déplace les limites jusqu’à la rupture.

L’affrontement de classe est alors l’horizon dans lequel ces orientations prennent sens dans une vision d’ensemble. Leur séparation devient politiquement décisive lorsque la question des revendications rejoint celle de la maîtrise collective de l’action : l’autonomie et un programme de rupture, même primitif, contre l’organisation médiatisée et une série de mesures réformistes.

La rupture pratique ouvre alors le problème de l’autonomie : qui décide des fins, des moyens et de la continuation du mouvement ?

De la rupture à la recomposition de classe

L’autonomie populaire constitue, dans cette perspective, un rapport à construire.

Elle prend consistance lorsqu’il est élaboré des objectifs, organisé des décisions et qu’il est donné les moyens de les soutenir.

Une expérience commune de la rue devient alors une question de formation politique, potentiellement historique si elle rencontre la pensée théorique qui l’alimente, la complète et lui donne sa direction, en tant que synthèse, comme proposition historique de la révolution.

Car la modification des circonstances et l’activité par laquelle les êtres humains se transforment eux-mêmes se pensent ensemble. Une mobilisation peut ainsi changer ses participants, en changeant leurs relations : prendre la parole, décider, assurer une solidarité ou répondre ensemble à une contrainte développe des capacités nouvelles.

Là est l’enjeu de la potentialité historique du 17 octobre 2026 : dans le passage possible de révoltes se cristallisant de manière élémentaire à une pratique commune primitive qui leur donne un contenu politique révolutionnaire. Le mouvement produit alors des sujets en rupture en même temps qu’il affronte un ordre social.

La dimension *eschatologique* du mouvement d’octobre 2026 prend maintenant un sens précis : lire dans le présent l’apparition d’un autre horizon. Une journée de lutte concentre des temporalités jusque-là séparées et rend imaginable une transformation générale.

Sa puissance tient à ce qu’elle fait éprouver une possibilité à travers des relations concrètes. « Un devient deux » exprime alors l’ouverture d’un conflit sur la direction du mouvement : ce qui paraissait réunir toutes les attentes devient le lieu où se dessinent des lignes différentes.

La recomposition de classe vers la transformation révolutionnaire se joue dans la capacité à donner une durée et une organisation à cette ouverture et à cette lutte de lignes.

C’est une fenêtre de tir pour le prolétariat, qui doit être protégée et étendue par les éléments d’avant-garde.

Les trois limites

Le principe dialectique du « un devient deux » permet de penser cette transformation de l'intérieur et de relier les choix pratiques à des rapports sociaux exprimant la lutte des classes de manière combative ; cela replace la séparation dans un processus dont elle constitue une étape nécessaire.

Il faut ainsi avoir conscience de trois limites qui vont permettre de caractériser, de différencier et de séparer la ligne noire et la ligne rouge, pour permettre l'écrasement de la première par la seconde.

Première limite : un cortège déclaré ne prouve pas le réformisme de tous ses membres, tout comme un affrontement ne prouve pas une autonomie de classe.

L'interprétation d'une ligne doit être confrontée à des expériences concrètes, des trajectoires et des observations dans la durée. Les identités politiques ne se déduisent ni d'une tenue, ni d'un geste isolé.

C'est la différence entre le pseudo romantisme typique de la petite-bourgeoisie anarchiste en dissidence plus qu'en rupture, et l'eschatologie du noyau dur de l'avant-garde de la Révolution et de son Parti.

Le mouvement peut avoir des phases plus ou moins puissantes, par exemple le 24 octobre 2026 a été pratiquement d'une autre nature, largement domestiqué par les syndicats et les forces de l'ordre.

Mais, pour prendre l'exemple parisien, ceux et celles à l'esprit rebelle ont bien vu l'absurdité de marcher sur quelques kilomètres dans le sud de la ville, sur un grand boulevard perdu, le long d'une ligne de tramway, pour finir par être gazés par les forces de l'ordre à l'arrivée.

Le cadre de la manifestation en révèle la nature réformiste, vide de sens aux yeux de qui a choisi le camp de la rébellion.

Deuxième limite justement : une opposition binaire dualiste et non dialectique peut conduire à fétichiser le mouvement, à idéaliser les situations et à écraser la multiplicité des positions.

Une chose peut se retourner en son contraire. Il est possible que des revendications réformatrices puissent accroître la capacité d'action des masses, tout comme une initiative spectaculaire et violente peut les isoler ou détruire des ressources dont elles dépendent. Cela n'a rien d'obligatoire pour autant.

La présence policière peut aussi produire une dispersion que l'on attribuerait trop vite à une scission politique. Le mouvement aurait alors un caractère diffus et ne consisterait pas en une capitulation. On croirait que c'est le début de la fin, alors que c'est la fin du début.

Il faut donc distinguer contradictions internes, contraintes extérieures et effets de situation, puis observer leurs interactions.

Ajoutons que cela implique aussi de rejeter le mythe de la grève générale, qui est l'exact inverse de la Concorde catholique. Qu'on en arrête enfin en France avec cette idée de « grand soir ». C'est la guerre populaire prolongée qu'il faut avoir comme horizon stratégique.

Enfin, dernière limite, la perspective, en tant qu'eschatologie, devient une faiblesse si elle transforme une possibilité collective en mythe autoporté.

Aucune journée, aussi flamboyante soit-elle, ne garantit le passage de la révolte à la rupture. La révolte est un contraste, mais il faut la rupture pour la différenciation. Et à la rupture, à la différenciation, il faut ajouter la lutte – c'est là où intervient le Parti, comme avant-garde matérialiste dialectique.

Alors, il y a développement. ■

17 octobre 2026 et recomposition de classe

Dans un article publié par le journal *Le Monde* le jeudi 22 octobre 2026, un historien, par ailleurs descendant de la noblesse française toujours propriétaire d'un château en Mayenne, affirme la chose suivante : *« Les casseurs d'aujourd'hui sont des consumériste effrénés qui haïssent le capitalisme tout en le voulant gratuitement et tout de suite. »*

C'est là un constat tout à fait juste. Pour cet historien bourgeois, corrompu et étranger à la dialectique, cela permet de disqualifier la rébellion. Il n'en est rien, tout au contraire. Oui, la jeunesse prolétarienne veut les choses gratuitement et tout de suite, car c'est qu'elle veut ce n'est pas le capitalisme, mais l'abondance pour tous, tout de suite.

Il est amusant de voir tous ces experts de la bourgeoisie qui vivent dans les centres-villes des grandes métropoles, souvent avec des modes de vie décadents, s'imaginer que la société de consommation capitaliste allait hypnotiser les prolétaires jusqu'à la fin des temps pour mieux les soumettre au salariat.

La dialectique enseigne que, dans certaines conditions, une chose se retourne en son contraire. Le sens profond de la rébellion de l'automne 2026, c'est justement le retournement de la société de consommation contre elle-même. À ce titre, les pratiques de réappropriation des marchandises ne sont pas tant une expression de révolte de la « misère sociale », comme l'affirme, souvent par misérabilisme, l'extrême-gauche petite-bourgeoise, qu'une *libération sociale à dimension existentielle.*

C'est le besoin de Communisme. L'automne 2026, c'est la révolte subjective contre la société capitaliste qui, d'un côté harcèle jusqu'au plus profond des âmes par les réseaux sociaux, les publicités et un modèle de réussite par la consommation marchande, et qui, d'un autre côté, conforme les prolétaires au rythme dégradant et oppressif du salariat.

D'un côté, tout le monde peut être un consommateur libéré de tous les carcans sociaux. D'un autre côté, on reste un prolétaire enchaîné à un emploi salarié. Pour éviter la confrontation entre les deux pôles de la contradiction, les gens pratiquent toute une narration, largement aidée par l'irruption d'Internet et des réseaux sociaux, sur le fait qu'ils seraient acteurs de leur propre destin.

Le 17 octobre 2026 a été, par contre, précisément une telle confrontation.

Rappelons que la narration est la réalité existentielle pour se maintenir dans le salariat, accepter la condition de travailleur, tout en conservant une marge de manœuvre subjective dans la société de consommation.

On s'invente une vie ; on se raconte des histoires. On s'imagine des choses, on s'attribue un, deux voire de nombreux rôles. On déroche du réel, ce qui ne peut que produire angoisse et tristesse personnelle. Telle est la réalité subjective prolétarienne depuis au moins 40 ans, largement approfondie ces 20 dernières années avec les nouvelles technologies de l'information et le téléphone portable.

Or, la seconde crise générale du capitalisme commencée en 2020 est venue enrayer la machine.

La génération qui a vécu les débuts de son adolescence pendant la pandémie de Covid-19 fait l'expérience de la fin de consensus social qui veut que se soumettre au rythme du travail salarié permettait d'accéder aux marchandises de la société de consommation à condition d'avoir un récit personnel, un quant-à-soi pour tenir subjectivement.

Dans ce panorama, il y avait déjà certaines subjectivités qui ne parvenaient plus à maintenir cette fiction narrative du « deux devient un » : dépression, drogues, alcoolisme, troubles psychiques ont été et sont des expressions particulières de l'incompatibilité personnelle avec l'impératif narratif dans le capitalisme développé.

La contradiction est d'autant plus aiguisée pour la nouvelle génération prolétaire qu'il y a l'emprisonnement dans le 24 sur 24 capitaliste, par le biais de l'infini des réseaux sociaux dans un monde en apparence fini, par la hausse du coût de la vie et un réchauffement climatique qui a traumatisé la jeunesse (et la société en général) pendant l'été 2026.

Le sens historique de l'automne 2026, c'est l'ouverture d'un espace d'expression collective pour se séparer de l'impératif narratif anti-dialectique. C'est l'émergence d'une contre-tendance populaire à la seconde crise générale du capitalisme démarrée en 2020 avec la pandémie de Covid-19.

Autrement dit, il y a une brèche ouverte dans le capitalisme, il s'est produit une déchirure : l'idéologie dominante a été mise de côté par des jeunes prolétaires. Cette brèche a un double caractère : elle est l'ouverture des conditions pour la rupture subjective, base élémentaire pour la reconstruction de la conscience révolutionnaire, et en même temps elle permet cette ouverture.

Elle est, si l'on veut, révolutionnaire en soi, et en même temps ce qui permet de devenir révolutionnaire. Cela correspond au processus de recomposition de classe.

La recomposition de classe

La recomposition de classe est un processus contradictoire, dans la mesure où la classe existe déjà. Cependant, comme elle se transforme selon les exigences du capitalisme, les consciences des prolétaires sont en retard.

Comme en plus la société capitaliste de consommation impose une narration individuelle aux prolétaires, le rapport à la classe s'estompe, s'efface ; même le syndicalisme devient finalement du corporatisme. Le syndicalisme des cheminots est ainsi très clairement une démarche corporatiste, mythomane sur son engagement « pour tout le monde ».

Les jeunes prolétaires qui ont, pour dire les choses simplement, pillé les commerces et affronté la police le 17 octobre 2026 savent qu'ils sont jeunes, tout comme ils connaissent leur propre réalité sociale.

Leur conscience de classe était, par contre, très faible, parce que le capitalisme fait tout pour individualiser et réduire à son « identité ». On a d'ailleurs pu voir des drapeaux nationaux ici et là, algérien par exemple, mais pas de drapeaux rouges ou même anarchistes. L'idéologie révolutionnaire est étrangère aux masses.

Néanmoins, les jeunes prolétaires ont agi sans distinction de religion, sans discrimination ethnique. La reconnaissance mutuelle a été une considération de classe ; tous ont compris, intégré que leur destin était commun, car leur réalité était commune.

On retrouve ici ce qu'on a vu dans le mouvement lycéen, ce qui est une excellente chose, un processus de recomposition de classe évident. On passe de l'individu isolé à la masse ; le feu de la lutte de classe unifie la classe.

Naturellement, il y a un facteur négatif, qui marque une grande différence avec le mouvement lycéen : les actions du 17 octobre 2026 ont principalement, pour ne pas dire surtout ou quasi uniquement, l'action d'hommes. Cela ne veut pas dire que les femmes en ont été exclus et d'ailleurs il y en avait.

Pourtant, on voit bien ici qu'il y a un problème ; le fond patriarcal est clairement présent. Mais cela rappelle que la violence que peuvent et doivent exercer les femmes ne peut exister que dans un cadre organisé et conscient. Ce seront elles qui établiront, à ce titre, la guerre populaire.

La profondeur de la psyché féminine sera ce qui apportera le contenu véritable de la révolution, et c'est vrai finalement pour toute chose. Les femmes ne sont pas que la moitié du ciel : elles le portent aussi.

Le facteur répressif et la récupération du patrimoine révolutionnaire

En 2023, le Parti Matérialiste Dialectique a osé une affirmation stratégique révolutionnaire : le terrain qui a permis la formation d'une conscience révolutionnaire dans les luttes de classe au 20e siècle a été asséché.

De manière générale, à l'échelle de la classe, il n'y a pas eu de transmission générationnelle de ce patrimoine révolutionnaire. Cette thèse n'est qu'un prolongement qualitatif du bilan des luttes des classes effectuées par les avant-gardes révolutionnaires dans les années 1980.

C'est la raison pour laquelle les masses populaires enfermées dans le 24 heures sur 24 du capitalisme et sa superstructure narrative ont perdu toute lecture politique, consciente, des évènements historiques. Ceux-ci leur tombent littéralement sur la tête : pour satisfaire leurs besoins, les masses naviguent à vue.

Cela se voit particulièrement dans l'expérience de la pandémie de Covid-19, les conséquences inflationnistes des guerres, la relative indifférence au retour de la guerre de repartage impérialiste, la croissance du phénomène des narcos, l'installation de l'intelligence artificielle dans le quotidien, etc.

Il y a aussi cette montée en puissance de ce qui est qualifié de « fatigue informationnelle », avec un retrait assumé des discussions politiques et de ce qui touche à l'actualité immédiate.

La révolte de l'automne 2026 forme ainsi le contexte historique pour le raccordement des masses au patrimoine révolutionnaire perdu et dilué dans la surproduction de capital.

Car, quel est le souci véritable, dans cette problématique ?

C'est que dans le capitalisme pleinement développé, on ne peut pas mener une critique implacable de la société bourgeoise moderne si l'on est trop engagé dans celle-ci comme le sont, globalement, l'ensemble des travailleurs de plus de 25 ans.

La superstructure narrative, combinée bien souvent à l'enchaînement matériel tels que les crédits ou la vie de famille, implique de se soumettre au moins relativement au cours des choses. Non pas qu'il ne soit plus envisageable de basculer dans la contestation, cependant il est impossible de s'y lancer comme premier acteur de premier plan, et on a du mal même avec les seconds rôles.

Par conséquent, il n'y a aucun étonnement à ce que ce raccordement en cours commence par la jeunesse, du fait de son expérience générationnelle propre, mais aussi, en général, car elle se situe dans un moment de sa vie qui offre une respiration existentielle pour la critique de l'ordre bourgeois.

La présence de la composante prolétarienne dans la contestation lycéenne forme alors une contradiction à l'intérieur de la classe toute entière, entre la jeunesse qui cherche l'émancipation et les travailleurs adultes, relativement soumis et penchant vers la droite culturellement.

Un facteur clef de la recomposition du tissu prolétarien réside pour cette raison dans la répression du mouvement de contestation de la jeunesse qui a cours depuis septembre 2026. La continuité et l'approfondissement de cette répression depuis le 17 octobre 2026 forment une précieuse expérience de masse.

La jeunesse est considérée ouvertement comme une menace par le régime, mais même par les policiers de base qui, dépassés par les événements, paniqués face aux jeunes, ont assumé la brutalité.

Au 13 octobre 2026, près de 8 000 personnes, dont une écrasante majorité de mineurs, ont été interpellées dans le cadre de la contestation lycéenne démarrée trois semaines plus tôt. Dans la grande majorité, ces interpellations ont été prolongées par des gardes à vue, parfois dans des conditions de détention humiliantes.

Parmi les 8 000 personnes interpellées, 2 735 ont connu des poursuites judiciaires, 2 225 ont eu des formes alternatives de poursuite (rappel à la loi, stage de citoyenneté, etc.), 1 263 ont eu un classement sans suite, et 26 ont été placées en détention provisoire. Ces interpellations sont à mettre en perspective avec les scènes de brutalité policière, qui ont largement été documentées. Ce niveau d'interpellation sert également l'État dans son fichage de la contestation pour se donner les moyens de désamorcer les choses à l'avenir.

La journée du 17 octobre 2026 est d'autant plus salutaire qu'elle fait suite à une répression de la jeunesse sans précédent dans l'histoire du pays.

La rébellion festive du 17 octobre 2026 a eu pour conséquence de blesser environ un millier de policiers et gendarmes et de cibler plus de 3 000 commerces dont l'immense majorité relève du capitalisme traditionnel. Avec, selon l'État, 550 000 personnes mobilisées le 17 octobre (en fait bien plus), ce sont 2 513 personnes qui ont été interpellées tout au long du week-end.

Dès le dimanche 18 octobre, Emmanuel Macron a pris la parole dans une allocution enregistrée et diffusée sur les principales chaînes de télévision. Suivie par près de 17 millions de Français, cette allocution s'est réduite à des paroles sans aucune annonce tangible. Alors que le ministre de l'Intérieur Laurent Nunez présentait sa démission, celle-ci a été refusée par le président de la République au nom de la nécessaire continuité des services intérieurs.

Reste qu'au-delà d'Emmanuel Macron, c'est l'appareil d'État de la bourgeoisie qui s'est repris en main pour réprimer le mouvement.

C'est la mise à disposition de près de 200 enquêteurs pour identifier, via les caméras de vidéosurveillance mais aussi les traces d'ADN, les empreintes, la géolocalisation des portables, etc., un maximum de participants au désordre urbain le 17 octobre. À cela s'ajoute la création d'un site de récolte de vidéos « citoyennes » pour effectuer des recoupements.

Parmi les plus de 2 500 interpellés du 17 octobre, il y a eu près de 1 000 comparutions immédiates. En général, les personnes avec un antécédent judiciaire interpellées avec du matériel jugé « séditieux » ou des marchandises volées ont eu des peines de quelques mois de prison ferme. Les personnes sans antécédent ont plutôt écopé de peines de prison avec sursis.

Le jeudi 22 octobre, le ministre de la Justice Gérald Darmanin diffusait une circulaire à destination des procureurs pour durcir les peines encourues.

Dans l'exécution des peines, il donne la possibilité de bannissement temporaire des réseaux sociaux, la suppression du droit de vote ou bien encore le fait d'informer les employeurs des actes commis. Ce qui est mis en place, *c'est une forme de chantage à la mort sociale.*

Les interdictions de tout type de rassemblement et de manifestation sont tombées dans des dizaines de villes, grandes et moyennes.

L'armée a été mobilisée pour la sécurisation des sites institutionnels, et de nombreuses forces spéciales formées à la lutte contre le terrorisme ou le banditisme (GIGN, BRI, RAID) ont été mobilisées pour renforcer les équipes d'intervention en vue des manifestations futures.

En parallèle, la droite a formé une contre-propagande intense avec notamment l'appel par « l'Association des maires de France » dirigée par David Lisnard, maire de Cannes et candidat libertarien de « Nouvelle énergie » à l'élection présidentielle de 2027, à des rassemblements contre les violences devant les mairies. Ces rassemblements ont surtout rassemblé des élus et des membres de la société civile proches des institutions.

De manière générale, les notables de la droite, bien représentés par le parti Les Républicains, ont déroulé toute une narration offensive contre la gauche.

Le samedi 24 octobre, la mobilisation des groupuscules d'extrême-droite à Nice, Lyon, Caen, Nancy, Tours, Montpellier, Toulouse, Clermont-Ferrand a également contribué à polariser la situation, alors même que la veille un individu réalisait, à Trappes, un attentat raciste pour « venger les commerçants pillés le 17 octobre ».

Toute cette répression agit comme l'agent véritable de destruction de toute la superstructure narrative : la contestation n'est plus un théâtre comique avec ces acteurs. *La lutte des classes s'exprime enfin sans entraves, sans parasitage, sans brouillage : c'est le réel qui remonte à la surface des existences.*

À tous les points de vue, il y a donc, dans la société française, un avant et un après 17 octobre 2026.

La perspective révolutionnaire peut enfin se réaffirmer en dehors d'un folklore militant estudiantin traditionnel : l'État, c'est l'État de la bourgeoisie qui accepte la contestation du moment qu'elle est encadrée par sa légalité dans le respect de ses profits et de son commerce.

Reste un point important qui reste à souligner, pour défendre le 17 octobre 2026.

Le lumpenprolétariat n'a pas été le protagoniste historique

Il faut un haut niveau de conscience politique en lien avec la lutte des classes pour saisir que la révolte de l'automne 2026 n'a strictement rien à voir avec ce qui s'est passé lors des émeutes en lien avec la mort de Nahel Merzouk à la fin du mois de juin 2023.

C'est une nécessité stratégique révolutionnaire que d'affirmer cela, car sinon on dresse *un équivalent entre une explosion sociale sur fond de crise politique et une décompression aliénée sur fond de valeurs libertariennes.*

C'est toute la différence entre une perspective révolutionnaire communiste et celle portée par les anarchistes qui glorifient l'émeute pour l'émeute, surtout lorsqu'elle est portée par les éléments les plus marginalisés de la société capitaliste.

Bien sûr, on peut toujours avoir une explosion de colère à dimension populaire sans être pour autant véritablement tournée contre le capitalisme, sinon le fascisme ne représenterait pas une tendance historique. Il faut tout autant comprendre la petite-bourgeoisie que le lumpenprolétariat pour saisir correctement la révolution et la contre-révolution.

C'est toutefois ici la question du lumpenprolétariat qui nous intéresse. Le lumpenprolétaire, c'est un prolétaire déclassé, qui vit dans les marges de la société. Cela relève du style semi-mafieux, semi-anarchique et mis au service de l'ordre du capital, tant économiquement que culturellement, surtout même culturellement.

Il n'est pas un petit-bourgeois, car il n'a pas de capital, mais il est comme lui en dehors du salariat tout en évoluant dans les interstices les plus sombres du capitalisme.

Il a donc la rage aveugle du petit-bourgeois, mais les valeurs sombres du capitalisme le plus régressif (ou le plus moderne).

Ainsi, lors des émeutes de juillet 2023 à la suite de la mort de Nahel Merzouk, il y avait clairement un style lumpenprolétaire.

Sous couvert de la dénonciation d'une « violence policière », ce « mouvement » portait un pseudo-droit : celui d'être un jeune qui veut s'« amuser » à bord d'une grosse cylindrée louée, qui plus est sans permis, pour rouler à vive allure dans les rues d'une grande ville, en étant soi-même une menace pour la population, sans risquer aucune sanction.

Culturellement, c'était un alignement complet sur des valeurs libertariennes pour une société capitaliste-marchande sans État, composée d'individus-entreprises.

Et rappelons que ces éléments anti-sociaux sont exactement ces gens qui terminaient au Goulag dans l'URSS de Staline, pour connaître la rééducation par le travail.

À l'inverse, les révoltés du 17 octobre 2026 n'ont pas cherché à défendre l'ordre de la bourgeoisie ni le goût libertarien de l'aventure individuelle ; au contraire ils ont été le caillou *collectif* dans la chaussure du 24h sur 24 du capitalisme.

Qui plus est, ils expriment un saut qualitatif de la contestation lycéenne, surtout celle portée par les lycées professionnels.

Il faut remarquer aussi comment ont été pratiquées certaines actions de réappropriation : ce n'était pas du tout glauque, individualiste, libertarien. Il y a bien eu évidemment des profiteurs du désordre urbain, pouvant alors être qualifiés de véritables pillards lumpenprolétaires agissant pour leur propre compte, mais ce n'était pas du tout le moteur premier des évènements, très loin de là.

La dimension était réellement populaire, joyeuse et festive, avec surtout une redistribution collective. Les participants au 17 octobre 2026 ont vécu un moment de libération sociale : cela relève de la lutte des classes, nullement d'une pratique anti-sociale aliénée au capitalisme.

Si l'on voulait trouver des lumpenprolétaires, c'est du côté des agents du narcotrafic qu'il faut les chercher, notamment ceux qui ont, ici et là, délogé les blocus lycéens. Puis de ceux qui ont mis leur profil violent et mafieux au service de la défense de la petite (et moyenne) bourgeoisie commerçante le samedi 24 octobre 2026.

Il ne faut donc pas tant chercher des preuves « sociologiques » sur le profil des interpellés que de voir le mouvement de fond qui porte la rébellion sociale de l'automne 2026. Peu importe que, dans les acteurs des « pillages », l'on ait un jeune chômeur de 20 ans, un enseignant de 30 ans, un lycéen prolétaire de 17 ans, etc. : ce qui compte, c'est le sens historique de la révolte, et son cœur : les jeunes prolétaires.

Que vive l'explosion des subjectivités populaires qui ne supportent plus d'être mises en forme par le rythme de la société capitaliste-marchande ! Car c'est une révolte existentielle à dimension prolétarienne, qui pave la voie à la rupture.

Nous avons besoin d'encore beaucoup de 17 octobre 2026, et il y en aura encore beaucoup, tout comme après la révolution, il y aura beaucoup de révolutions culturelles.

Les êtres humains sont des animaux au sein d'un mode de production ; ils forment un matériau en transformation. Toute la souffrance liée à la sortie de la Nature va bientôt prendre fin, par le retour en son sein, par et dans le Communisme.

Que partout s'exprime le besoin de Communisme, que vive la recomposition de la classe révolutionnaire : le prolétariat !■

La France Insoumise, bastion du réformisme et de la récupération contre l'autonomie populaire, à l'exemple de Lola-Fleur Whittaker

Lola-Fleur Whittaker est une jeune femme qui s'est fait connaitre le 19 octobre 2026 sur la chaîne de télévision LCI lors de l'émission « La Grande Confrontation ». Elle y était présentée comme une simple étudiante et créatrice de contenu (autrement dit, youtubeuse et tiktokeuse).

Elle fait alors partie d'un panel de gens censés interpeller David Lisnard, candidat à la présidentielle sur une ligne de droite moderne, libertarienne. Les propos tenus à cette occasion ont connu un grand succès sur les réseaux sociaux, en raison de leur nature délirante et en décalage complet avec la vérité.

Elle a, en effet, fait part d'un misérabilisme bourgeois tout à fait typique à propos du 17 octobre 2026, parlant de « réponse à des années, des dizaines d'années de misère », évoquant « plus d'un million de Français sous le seuil de pauvreté », et affirmant que « les pilleurs, ils n'ont rien. »

Et de répondre au présentateur de l'émission, avec un ton à la fois grave et larmoyant : « Vous ne vous rendez pas compte de la chance que vous avez, car vous avez des choses à perdre. Les gens qui vont dans ces manifestations, nous, nous n'avons rien à perdre. Je vais vous parler d'un cas très personnel. Ma mère, elle est professeur d'anglais, elle forme l'avenir de ce pays. Ma mère elle part tous les matins avec un paquet de gâteaux dans son sac parce qu'elle ne peut pas payer la cantine le midi. Voilà la réalité des Français aujourd'hui. Donc en fait, vos boutiques, c'est bien mignon tout ça, les Foot Locker qui ont été pillés, mais il y a une réalité, une vraie souffrance des Français, et moi j'aimerais qu'on parle de cette souffrance ce soir. »

Personne n'imagine une seule seconde qu'un professeur d'anglais de l'Éducation nationale n'ait pas les moyens de manger le midi.

C'est toutefois exactement le genre de propos délirants que tiennent les militants de La France Insoumise. Et il s'avère que Lola-Fleur Whittaker en est une militante, puisqu'elle met en avant régulièrement ce parti sur ses réseaux sociaux, et qu'elle a figuré sur une de ses listes municipales, à Paris.

Sa mère également met en avant son engagement auprès de La France Insoumise sur ses propres réseaux sociaux, notamment avec la photographie d'une pile de tracts LFI sur une table de sa cuisine... que l'on voit à l'arrière-plan équipée avec des appareils haut de gamme, de surcroît dans un appartement parisien.

Impossible de croire que cette personne ne soit pas en mesure de manger le midi, comme le prétend sa fille. Bien entendu, il est tout à fait plausible pour une bourgeoise parisienne de sombrer psychologiquement et socialement, avec un décalage tel entre le mode de vie et le revenu que cela produit l'aberration d'avoir l'impression de ne pas pouvoir se payer la cantine au travail. Mais cela ne relève pas de la précarité économique, et en tous cas certainement pas du mode de vie populaire.

Lola-Fleur Whittaker, comme sa mère, est une bourgeoise, avec un mode de vie bourgeois et des préoccupations de bourgeoise. Son enfance ? Dans le sultanat d'Oman. Sa résidence ? À Paris. Ses études ? Au Royaume-Uni, puis à Science-Po Paris. Son stage d'étudiante ? À l'Assemblée nationale. Ses habits et son apparence ? Du haut de gamme, aux standards bourgeois, avec par exemple un sac Bottega et Natta d'une valeur de 4 200 euros neuf et 2000 euros en seconde main.

Ses vacances ? Aux quatre coins du monde, en Sicile, en Malaisie, en Égypte, sur les îles grecques ou sur l'île de Ré, avec bien sûr toutes les photos typiques des bourgeoises avec des poses en maillot de bain, par exemple à l'échelle d'un yacht en pleine mer, ou au bord d'une piscine.

Son père ? Un cadre de grande entreprise, aujourd'hui chez Alcatel, auparavant au sein de la compagnie pétrolière Shell... avec qui elle s'est rendue à la Fête de l'Humanité en septembre 2026. C'est son père qui raconte, après avoir été mis en cause publiquement par elle comme étant une personne « toxique » qu'elle ne fréquente plus depuis 2022 :

« Un super week-end à la Fête de l'Humanité 2026 le mois dernier avec Lola-Fleur, Scarlett, Malo, le copain de Scarlet, et Eleonor. Lola a conduit ma voiture (et c'est une excellente conductrice débutante, qui l'eût cru alors qu'elle n'a obtenu son permis que cette année ! Je suis tellement fier de ma petite fille !) [le message est ensuite traduit en anglais.] »

C'est, sur le plan personnel, tout à fait inintéressant. C'est, par contre, très significatif politiquement. Lola-Fleur Whittaker est une bourgeoise non pas simplement en raison de son train de vie et de son mode de vie, mais aussi de par son fonctionnement. Depuis son apparition sur LCI et la moquerie/polémique qui a suivi, elle n'a eu de cesse d'étaler sa vie privée en public, croyant se justifier, en fait s'enfonçant encore plus dans la caricature.

La prose de Lola-Fleur Whittaker est une illustration très marquante de l'auto-intoxication bourgeoise des gens de La France Insoumise, qui font du misérabilisme pour tenter d'emmener avec eux les masses populaires, par peur de la révolution.

La France Insoumise est contre l'autonomie populaire, alors elle invente que les masses seraient en détresse alimentaire et économique, pour mieux atténuer la portée de leur révolte. On pardonne tout à des gens qui ont faim, et c'est même normal de leur part de réclamer à manger... Il est, par contre, insupportable pour la bourgeoisie de constater que les masses ne participent plus au système, quand elles se désengagent par rapport à l'ordre économique et social de bourgeoisie. Là est l'autonomie populaire, dans l'affirmation de la vie en dehors et contre l'ordre marchand de la bourgeoisie.

La France Insoumise, avec son misérabilisme anti-populaire, est très utile pour le système, afin de détourner les masses de la révolution et de les enfermer dans un réformisme stérile. C'est pour cela que Lola-Fleur Whittaker est une construction médiatique tout à fait artificielle, étant déjà apparue sur le plateau de BFMTV.

Elle est une construction médiatique comme Louis Boyard, lui aussi un bourgeois qui passait déjà à la télévision en 2018 sur France 2, là encore pour faire du misérabilisme, alors qu'on le voit dans le reportage ouvrir son MacBook Pro 15 pouces, qui valait alors plus ou moins 3000 euros, suivant la configuration.

Tout comme Louis Boyard, Lola-Fleur Whittaker est totalement intégrée à l'appareil de La France Insoumise, se mettant en scène régulièrement avec des cadres de ce parti, y compris en meeting avec un badge de l'organisation.

La France Insoumise, bastion du réformisme et de la récupération, tente la récupération en ôtant toute la substance au mouvement populaire, en détournant l'attention du réel avec son misérabilisme larmoyant.

La jeunesse française n'est pas en détresse alimentaire, mais en décalage par rapport au 24 heures sur 24 du capitalisme ; ce décalage a une portée révolutionnaire, qui affole la bourgeoisie, qu'elle soit « de gauche » ou « de droite ».

Les réformistes bourgeois ont peur d'une jeunesse qui se révolte et leur rôle est de l'empêcher de se révolter, en l'enfermant dans les revendications.

La caricature et le misérabilisme sont le moyen pour attirer les masses dans les revendications réformistes, et ainsi empêcher leur autonomie. ■